

Utilisation indue des véhicules de l'Etat : Le CNSP met fin à la bamboula des anciens ministres et ex-députés

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 08 SEPTEMBRE 2020

683

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CEDEAO et le Mali Du dogme et des réalités



Mea-culpa du RPM dans la chute d'IBK : Le prix à payer sera trop lourd !



Présidence de la transition : Attention à l'obsession kaki



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	CEDEAO et le Mali : Du dogme et des réalités	P.4
Brèves	Transition au Mali : Emmanuel Macron lance un nouvel appel	P.11
	Inondation au Sénégal : De l'hypocrisie sous les eaux (Par Momar DIENG)	P.11
	Sommet ordinaire de la CEDEAO 2020 : Le Mali au cœur de la rencontre	P.11
	Environnement : Bamako risque de devenir la capitale mondiale des ordures	P.12
	Concertations Nationales à Tombouctou: La décision courageuse et souveraine des forces vives de la région est à saluer	P.12
Actualité	Covid-19 : Ecobank Transnational Incorporated (ETI) se sépare de 89 employés	P.14
	Mali : Embuscade meurtrière dans le centre du pays	P.15
	Intelligentsia malienne et développement du Mali : Les élites maliennes ont déçu	P.16
	Utilisation indue des véhicules de l'Etat : Le CNSP met fin à la bamboula des anciens ministres et ex-députés	P.20
	Mea-culpa du RPM dans la chute d'IBK : Le prix à payer sera trop lourd !	P.21
Politique	Présidence de la transition : Attention à l'obsession kaki	P.22
	Mali : L'ex-président Keïta a quitté Bamako, ouverture des consultations sur la transition	P.23
Culture & société	Forum des souverains et leaders traditionnels d'Afrique : Le Mali à l'honneur	P.25
International	Cameroun : L'appel des enseignants anglophones pour protéger les écoles	P.26
	Organisation Mondiale du Commerce : Trois Africains en lice pour le poste de directeur général	P.26
Sport	Blocage de l'élection du président de la FIF : La FIFA institue une commission pour entendre les parties	P.27

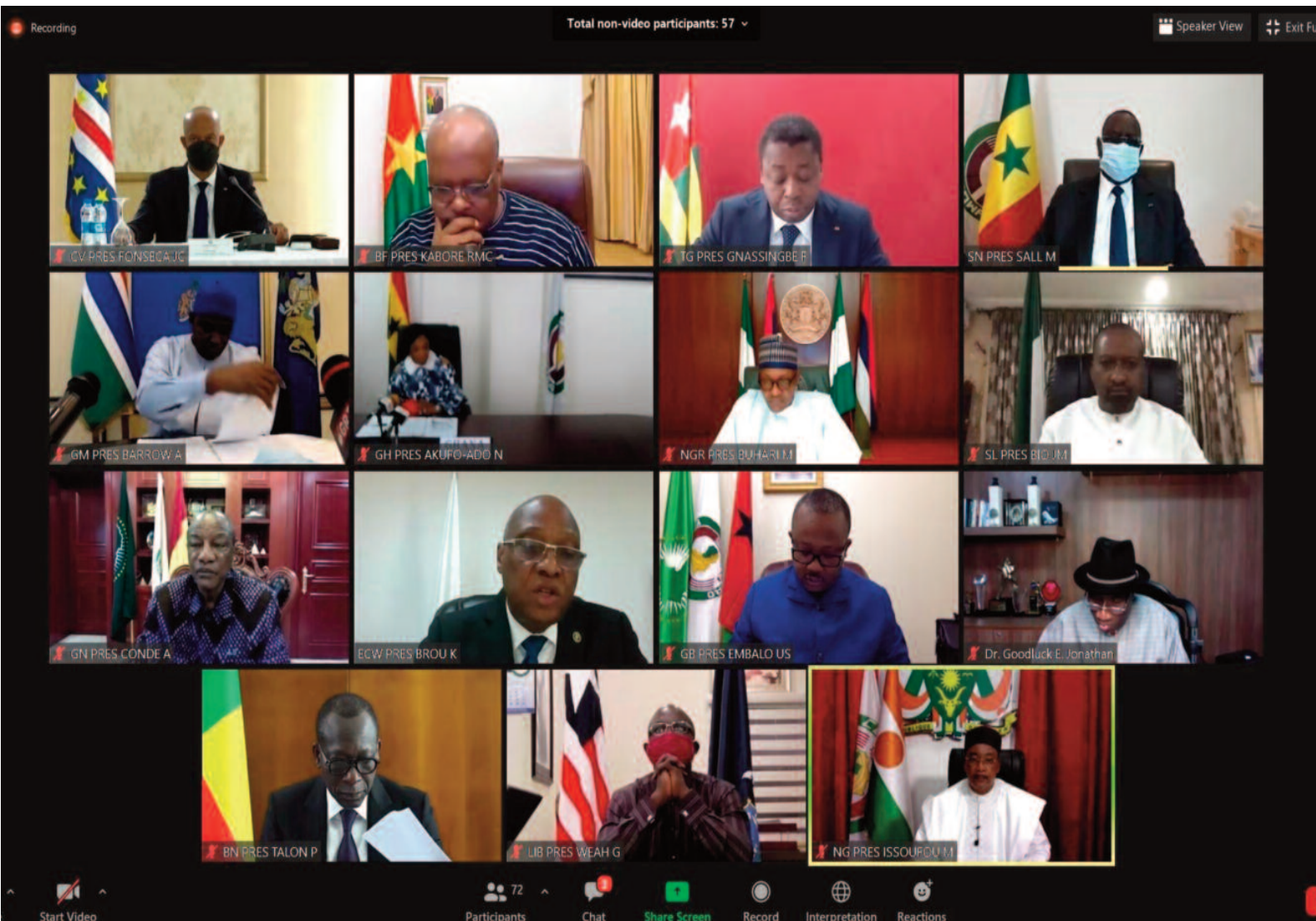


Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



CEDEAO et le Mali : Du dogme et des réalités

L'action de la CEDEAO au Mali, qui a consacré pas moins de trois sommets par visioconférence à la crise sociopolitique que traverse le Mali et envoyé une délégation de très haut niveau, exceptionnellement composée de cinq chefs d'Etat dans notre pays, dénote le hiatus très profond entre les dirigeants de l'organisation continentale et leurs peuples. Entre eux, s'est creusé un fossé béant qui n'arrête pas de s'élargir plongeant ainsi la CEDEAO dans une mort cérébrale certaine. Le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des

Forces Patriotiques (M5-RFP) qui a eu de nombreuses rencontres infructueuses avec la CEDEAO et son émissaire pour le Mali, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, n'a eu de cesse de rappeler à l'institution qu'elle doit, pour réussir sa mission au Mali, renoncer à sauver vaille que vaille le soldat IBK et au contraire écouter le peuple malien. Rien n'y fit et rien n'y ferait si l'on revenait au statu quo ante : la CEDEAO est encore et malheureusement un syndicat de chefs d'Etat. Bien que parfaitement conscient de cette faiblesse congénitale, la CEDEAO n'entend rien

faire pour redorer son blason aux yeux des populations de la communauté. Procédant en effet à une analyse lucide, le président en exercice sortant, Mahamadou Issoufou a établi un diagnostic clair dans son discours d'ouverture du sommet tenu hier à Niamey « Les crises multiformes qui secouent notre espace commun nécessitent d'y consolider les institutions démocratiques. Celles-ci doivent être capables de y faire face. Elles doivent être capables de garantir la paix, la sécurité, la stabilité et le progrès économique et social conformément aux promesses de nos différentes constitutions et aux dispositions du protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance. Les démocraties, pour réussir, ont besoin d'institutions fortes. Leur échec est souvent dû à la faiblesse des Etats.» Mais ces institutions fortes, dont l'évocation ses devenue une mode depuis que l'ancien président des Etats Unis d'Amérique l'a con-

cré, passe nécessairement par des élections démocratiques et transparentes, le respect de l'Etat de droit et une gouvernance vertueuse. Selon M. Issoufou « Des élections présidentielles sont en effet prévues au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée Conakry et au Niger ainsi qu'au Bénin dans le courant du premier trimestre 2021. Nous devons veiller à ce que à ce que notre communauté conserve son leadership en matière de consolidation des institutions démocratiques ».

La CEDEAO peut-elle rester crédible si elle se contente d'énoncer que des élections se tiendront en Guinée et en Côte d'Ivoire sans évoquer le contexte gravement « crisogène » dans lequel elles vont se dérouler. En effet, outre les tripatouillages constitutionnels qui ont permis au troisième mandat interdit d'être rebaptisé « 1er mandat de la nouvelle république », l'élection présidentielle se fait en Côte d'Ivoire sur fonds d'exclusion d'importants concurrents du président Alassane Dramane Ouattara et de tueries en séries en Guinée ou Alpha Condé ressemble de plus en plus au roi Ubu.

Comment face à ce silence assourdissant du sommet de Niamey expliquer des sanctions indiscriminées contre les Maliens au lieu d'éventuelles sanctions ciblées contre la junte et leurs soutiens. Avec ce type de comportement la CEDEAO des peuples s'éloigne encore plus malgré les appels pathétiques et les discours politiquement corrects de ses dirigeants comme Mahamane Issoufou soutenant « Au Mali comme ailleurs nous devons continuer à approfondir notre vision d'une CEDEAO des peuples. Une étape décisive de la réalisation de cette vision serait l'élection des députés du



parlement de la CEDEAO au suffrage universel direct. Au-delà et puisque nous sommes à l'horizon 2020, terme fixé par conférence pour passer d'une CEDEAO des Etats à une CEDEAO des peuples, nous devons encourager la commission de la CEDEAO à élaborer et à nous soumettre une nouvelle réflexion stratégique qui doit tenir compte de l'agenda continental

2063 qui vise une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

Que de beaux mots ! En effet l'élection des députés au parlement de la CEDEAO au suffrage universel est une véritable arlésienne et les peuples, ont depuis belle lurette, tourné le dos à une organisation qui ne fait que les piétiner. C'est à l'aune de cette déchéance de la CEDEAO qu'il convient d'apprécier son action au Mali. Certes l'exigence d'une transition civile au Mali est parfaitement dans l'ordre des choses. Mais la CEDEAO ne fait-elle pas preuve de dogmatisme en imposant aux Maliens une transition de 12 mois maximum. La CEDEAO ignore-t-elle encore que l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita a plongé son pays dans un gouffre tel que tout est à reconstruire au Mali dont les 2/3 du territoire échappent au contrôle de ce qui reste d'un Etat failli. N'en déplaise aux dogmatiques de la CEDEAO la camisole de force d'une transition d'une année au Mali ne ferait que déplacer et mas-





quer les problèmes du Mali qui resurgiront inéluctablement dans quelques années. Aucun socle solide ne pourrait être posé dans aucun domaine, même de celui de la bonne organisation des élections sur laquelle la CEDEAO semble se focaliser.

Foin donc des textes communautaires appliqués quand cela arrange un membre du syndicat des chefs d'Etat et ignorés s'il s'agit de protéger les peuples. La CEDEAO n'est pas une fédération mais une juxtaposition d'Etats souverains que nul n'a le droit de traiter en mineurs.

Ah j'oubliais : le nom de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita n'a pas été une seule fois par ses ex amis..

■ Moctar SOW

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Journal Échosmédias

CNSP : prêt pour la Transition !

Depuis le 18 août dernier, le pouvoir a changé de main dans notre pays. Ce sont, désormais, de jeunes officiers supérieurs qui dirigent le pays. Ils consultent, discutent, échantent et jettent, chaque jour un peu plus, les bases d'une Transition inclusive et réussie dans notre pays...



MALI KANU

Actualité CNSP | #Audiences | #CourSuprême

Le président du CNSP reçoit en audience le président de la Cour Suprême, monsieur Wafi Ougadeye.

Au centre des échanges: la gestion des affaires courantes.



Touré Abdoul Karim

La question de la CMA, n'est pas une question de lutte Pacifique pour le changement.

Nous avons en face de nous un groupe, armes à la main, qui a causé des dégâts indescriptibles en massacrant des maliens et qui est présent sur la table de négociation. Et pas sur n'importe quelle table. Il détient des armes et tente d'imposer à un État souverain un document pour effriter le pouvoir national afin de donner droit à des individus qui n'ont jamais sù répondre à aucun devoir.



Hier, ils étaient libyens, nigériens, algériens. Aujourd'hui ils se battent pour couper un morceau du Mali avec la bénédiction de la France qui trouve tout son intérêt dans ce projet criminel.

La junte militaire a commencé de semer le doute dans les mentalités depuis son irruption en véhiculant l'idée de l'accord d'Alger et en tournant dos au peuple malien pour appeler la communauté internationale et les groupes armés.

Ce ne sont pas les militaires qui décident de la paix. Le rôle du militaire est de faire la guerre. Il a été recruté librement pour ce rôle. Rappelons nous des propos de Hama Ag Mahmoud, qui se disait ex-membre du MNLA, : « La France nous avait donné son feu vert pour l'indépendance de l'Azawad ». Il explique : « La France a demandé au MNLA de l'aider à faire désertir tous les combattants touaregs qui étaient dans l'armée libyenne pendant la guerre de Libye et de bloquer le recrutement des Libyens dans le nord du Mali et dans l'Aïr au Niger. Et en contrepartie, elle nous avait donné son feu vert pour l'indépendance de l'Azawad. C'est l'accord qui a été conclu avec la France. L'objectif de la France était tout simplement d'affaiblir le gouvernement malien pour l'obliger à signer un accord de défense et ensuite s'octroyer des concessions minières : de l'or, du phosphate, du gaz, du pétrole, etc. Et surtout le bassin de Taoudeni, qui est une mer intérieure d'eau douce, ainsi que la base de Tessalit, une zone stratégique convoitée par les Américains, les Européens mais aussi les Russes. Tout le monde veut avoir cette base »

Il faut être fou pour croire qu'une paix pourra s'obtenir sans une véritable guerre de libération nationale.

Touré Abdoul Karim



Mahamoudou Kouma



Nous avons appris que le Cnsp à demander aux anciens députés et ministres de rendre les véhicules de l'état au plus tard le mardi 08 septembre 2020. Cette instruction est bien fondée.

Par ailleurs nous exhortons le comité national pour le salut du peuple (Cnsp) à prendre toutes les mesures à s'inscrire dans une logique de diminution du train de vie de l'état. Cette diminution passe par l'allègement du parc automobile de l'assemblée nationale, de la présidence, des ministères et des autres institutions.

Il s'agit de vendre plusieurs de ces véhicules pour non seulement réduire les charges mais aussi de renflouer les caisses de l'état . Pour ce qui est du sort des agents (chauffeurs, mécaniciens) qui s'occupent de ces véhicules, ils peuvent être redéployés dans d'autres secteurs de l'administration ou il y'a déficit d'effectif au besoin de les recycler. Nous pensons que ce serait un euphémisme de dire que nous sommes un État pauvre en proie à la corruption, à l'injustice sociale et en guerre. Nous osons espérer que le Cnsp prendra toutes les dispositions idoines pour diminuer de façon drastique les primes et indemnités de plus hautes autorités.

Vive le Mali un et indivisible !

Vive les Fama!

M.Ousmane Sidibé-Officiel



M.Ousmane Sidibé-Officiel

Soye Traore



Malgré la richesse du continent africain, les peuples souffrent de partout de la mauvaise gouvernance de leurs dirigeants. Écoutez comment ce député gabonais de l'opposition décrit le désastre économique que vit le Gabon depuis des dizaines d'années. 1 km de route par an, n'est ce pas incroyable dans ce pays le plus riche de l'Afrique centrale ??

Martin Togo



Un constat : certains opposants politiques aspirant au pouvoir (Présidence de la République) , une fois qu'ils y accèdent, ne veulent plus le quitter. Hum, on dirait que le fauteuil présidentiel-là est trop doux hein.

Ils veulent une troisième mi-temps, prolongation (c'est comme cela qu'on dit non, L'oeil De Bassirou ?) ou bien c'est MANDAT ?



Drissa Arama



Fidèle à son engagement de développement local, Souleymane TRAORE dit SOLO cadre YELEMA offre une consultation ophtalmologique gratuite aux citoyens femmes, vieux et jeunes de KalabanCoro.

En collaboration avec l'AJVSEM et sous le leadership dynamique de Presi Patcha Bah, cette consultation durera deux jours.



Houreyas Sarl

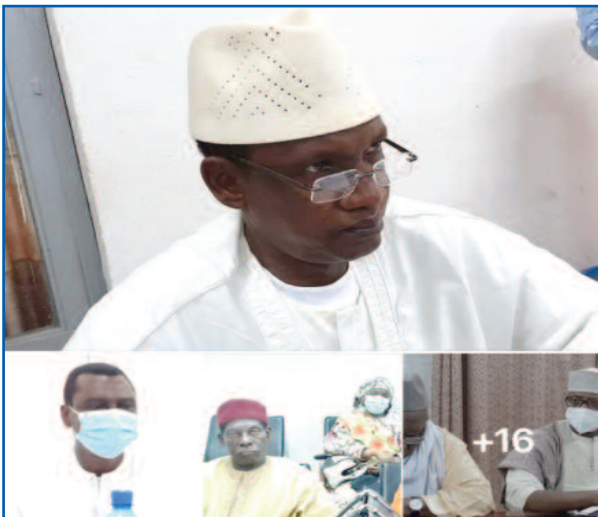


Après la pluie d'hier , il y a eu un crocodile qui s'est retrouvé dans notre quartier a Bozola ; Dieu merci ; Dramane Toure a pu l'attraper , l'amener au fleuve. Tout Bamako te salut vive houreyas sarl 66751046



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Ce jour, 7 Septembre 2020
Rencontre M5-RFP et la Plate Forme des Mouvements Armés. Une délégation conduite par Maître Harouna Toure. TOUS AUTOUR DU MALI. RESTONS DEBOUT !



Peuple malien, Digne Peuple !
Paix au Peuple Debout du Mali !

Dieu est bon et éminemment fort. L'imam DICKO est béni. Nous prions pour lui ! Respect à l'imam DICKO !

Compte rendu de la journée de validation des termes de référence :
Concertations Nationales sur la Transition
Ahmadou N'DOUNGA MAIGA répond aux questions de Modibo Diallo de la radio DAMBÉ

La vie est un combat: Alors, que le Peuple reste toujours Debout, mobilisés et déterminés! Le véritable changement en marche !

Les tenants du régime IBK au CICB!
Ils ont fait déjà le deuil du défunt régime IBK !

AU CICB LES PARTICIPANTS CLAMENT LE NOM DU TRÉS RESPECTÉ ET ÉCLAIRÉ IMAM DICKO

Ammy Baba Cisse



Vous avez été nombreux à saluer le parcours tumultueux et persévérant de cette sommité de l'entrepreneuriat malien et africain. Rien de n'obtient au hasard.

Mory Samake, acteur économique au Mali et dans la sous région, est propulsé et encadré par la bénédiction de ses parents et le courage de servir et de réussir. Que chaque jeune trouve en lui une inspiration. Bon début de semaine digne fils du pays.



Tombouctou, comme toutes les villes du Mali, mérite qu'on la respecte. Ceux qui la méprisent seront naturellement châtiés.

Après 7 ans au pouvoir aucune structure sanitaire de ton pays ne peut te prendre en charge...je ne parle pas que de IBK mais de nous tous ...maires,directeurs,ministres même les chefs de famille ,le cas IBK doit être une leçon pour nous tous.



C'est dans tous les domaines que le CNSP doit chercher des experts. La transition échouera si ça continue comme ça.

Il y'a des confrères qui n'en valent pas la peine. Je ne veux pas que Bassidiki Touré me tire les oreilles sinon.

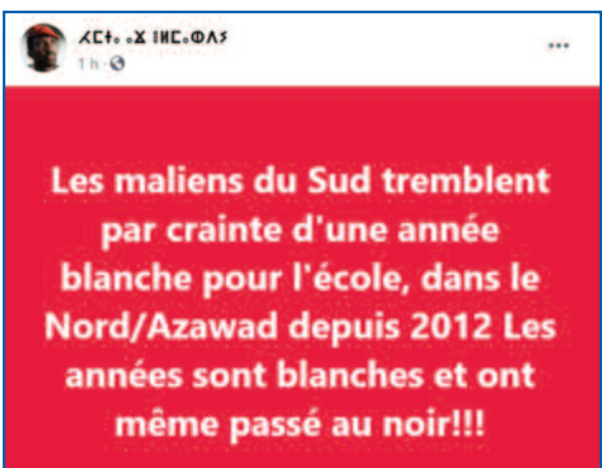
Quel individu pourrait regarder cette image et continuer à maintenir un chef de famille loin de sa vie? Prière singulière à Soumaila Cissé et que Dieu reste sa seule sentinelle !



Le maréchal des Magistrats, l'homme qui traîne plus d'une quarantaine d'années d'expérience dans la magistrature dans le couloir de l'intégrité et de la loyauté à son serment. Aliou Badara Nanacasse, un soutien et un conseiller de la presse. Merci Président.

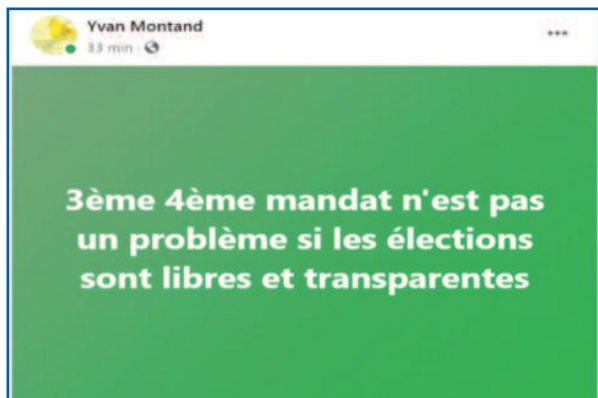


Le CNSP devrait faire une visite à Kidal, mais pour des conditions météorologiques défavorables, la visite est reportée.



Samba Gassama General

Primaire au RPM pour le choix du candidat des prochaines élections : celui qui pleure le plus gagne. J'ai hâte de voir le semi-lettré pleurer.



Jigi



Une unité du groupement tactique désert (GTD) Bruno de #Barkhane majoritairement composée d'unités des Forces Armées Maliennes a mené des actions de lutte contre les groupes armés terroristes dans la région de Tessit (cercle d'Ansongo dans le nord du #Mali) du 6 au 22 août 2020.

État-Major Armées



[#Barkhane] Mission remplie pour le sous-groupement tactique désert à dominante FAMA_DIRPA! Entretien avec le capitaine Paul, chargé du commandement de ce SGTD particulier. http://bit.ly/BKN_GTD_FAMa_T



Transition au Mali : Emmanuel Macron lance un nouvel appel



Le président français Emmanuel Macron a lancé un nouvel appel à la classe politique. Suite à l'attaque contre des soldats français, Emmanuel Macron a appelé une nouvelle fois à une transition rapide. S'exprimant sur l'attaque qui a coûté la vie à deux soldats français à Tessalit, le président Emmanuel a appelé une nouvelle fois à une transition politique rapide au Mali. « Le Président de la République appelle à la mise en place sans délai d'une transition politique civile au Mali, conformément aux attentes de son peuple, de l'ensemble des pays qui le soutiennent, et condition sine qua none d'une lutte efficace contre les terroristes », a rappelé Emmanuel Macron. Ce nouvel appel du chef de l'Elysée intervient au lendemain du démarrage des concertations nationales sur la transition politique au Mali après le renversement de l'ex-président Ibrahim Boubacar Kéita.

Sommet ordinaire de la CEDEAO 2020 : Le Mali au cœur de la rencontre



Le Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou, Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a accueilli dimanche en fin d'après-midi, 6 septembre 2020, à l'Aéroport International Diori Hamani de Niamey, successivement, les Présidents de la Gambie SEM Adama Barrow, de Côte d'Ivoire SEM Alassane Dramane Ouattara, du Sénégal SEM Macky Sall et de la Guinée Bissau SEM Umaro Sissoco Embaló. Les quatre Chefs d'Etat ont été accueillis avec tous les honneurs militaires (exécution des hymnes nationaux de leurs pays respectifs et passage en revue des troupes), avant d'être salués par les hautes personnalités nigériennes, civiles et militaires. Ils ont ensuite eu successivement un entretien en tête-à-tête avec le Président de la République au Salon d'honneur de l'aéroport. Les Présidents de la Gambie, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Guinée Bissau, aux côtés de leurs pairs ouest africains attendus

Inondation au Sénégal : De l'hypocrisie sous les eaux (Par Momar DIENG)



Plus de vingt ans de présence active et stratégique dans l'espace politique sénégalais. Président de la République depuis avril 2012. Premier ministre, il l'a été. Président de l'Assemblée nationale également. Ministre de l'Intérieur, ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique, il l'a été. De même que Directeur général de Petrosen. Par deux fois au moins, il a fait le tour du Sénégal et semble en connaître les coins et recoins insoupçonnés. Même s'il a été fortement « encadré » et « conseillé » avant et après son arrivée au pouvoir, il disposait déjà d'une solide expérience politique qui, cumulée à des circonstances exceptionnelles, lui a permis de damer le pion à des vieux de la vieille classe politique incapables de saisir la chance de leur vie à un moment crucial de leur carrière politique. En regard de tous ces éléments factuels et de bien d'autres encore, lorsqu'il est donc rapporté que le président de la République se serait indigné et ému des dégâts causés par les pluies qui s'abattent sur le pays, on a l'impression d'être nargué. On peut avoir le vilain sentiment d'être le jouet d'une partie de forfanteries qui se jouerait au coin d'une plage confisquée de Mermoz contre les populations prisonnières des inondations depuis Mathusalem. S'indigner aujourd'hui et maintenant des dégâts des inondations sur de pauvres gens tout en étant convaincu de sa propre impuissance ne peut être que cynisme pur et simple. S'indigner du sort de ses compatriotes – au bon milieu de l'hivernage – en sachant parfaitement que l'on a échoué à empêcher le pire contre eux est un signe de mépris net. S'indigner après avoir déroulé – en l'entretenant – une chape de corruption historiquement jamais égalée au Sénégal à tous les niveaux de l'appareil d'Etat est une forme refoulée de revanche sur un destin implacable. On ne se refait pas. Enfin, pas toujours. Nos politiciens professionnels, des plus aguerris et retors aux plus jeunes cupides et pressés, ont appris à tout contourner dans ce pays : les lois, les institutions, les organes de contrôle, la vigilance citoyenne, jusqu'aux choix des électeurs. Alors, les inondations qui assaillent ceux qui les ont « élus » ne peuvent être plus que des dégâts collatéraux. Nous en sommes là et nulle part !

lundi matin, 7 septembre 2020, prendront part le même jour au Centre International des Conférences Mahatma Gandhi de Niamey au Sommet ordinaire de la CEDEAO. La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui sera présidée par SEM Issoufou Mahamadou va se pencher sur la situation politique, économique et sécuritaire dans la région notamment la situation au Mali qui a fait l'objet de deux sommets extraordinaires de la CEDEAO.

Concertations Nationales à Tombouctou : La décision courageuse et souveraine des forces vives de la région est à saluer



Contrairement aux informations diffamatoires à l'encontre du Gouverneur de la région et du Président de l'autorité intérimaire, absents de Tombouctou, le Samedi 5 Septembre 2020, je tiens à préciser que les assises tenues le samedi 5 septembre 2020 dans la salle de conférence du conseil régional ont été présidées par le directeur de cabinet qui avait à ses côtés le maire de la commune urbaine, les représentants du président de l'autorité intérimaire et du commandant de zone de la 5ème région militaire.

Étaient invités les organisations de la société civile, les partis politiques, l'administration, les services Techniques régionaux, les groupes signataires de l'accord et ceux de l'inclusivité, les femmes, les jeunes, les syndicats, les forces de défense et de sécurité (FDS), la presse entre autres. Les débats ont été passionnés, vifs mais courtois pour l'ensemble des participants au nombre desquels nous avons les délégués du Conseil régional de la Société, du Conseil régional du Forum des Organisations de la Société civile, de la CAFO, du Conseil Local des Jeunes, de la Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger, de la CMI, du CTRD, de l'URD, du RPM, de l'UFD, de la Presse, du CSTM (Membre du M5-RFP), des Forces de défense et de sécurité, des Services Techniques, de l'administration, des autorités coutumières, de l'UJMA, le RECOTRAD entre autres. Les travaux de groupes au nombre de 3, ont donné lieu à une synthèse des propositions des groupes qui s'articulent autour de la charte de la transition, de sa durée, des organes, et de la présidence de la transition. Les délégués après discussions, ont à l'unanimité adopté la résolution portant sur une transition militaire pour une durée de 18 mois sans aucune interférence comme le font croire certains milieux. Aussi, les participants ont pris acte de la désignation des délégués devant représenter Tombouctou aux assises nationales tel que mentionné dans les TDR.

Il s'agit d'une femme au nom de la société et d'un représentant de la chefferie traditionnelle. En aucun moment, les débats qui étaient ouverts, n'ont été influencés. Les participants ont en toute liberté proposé et contre proposé dans le seul intérêt de Tombouctou que nous avons en commun. A défaut, d'être musulman, l'on doit rester digne pour éviter de salir d'honnêtes citoyens qui, de jour comme de nuit, œuvrent pour le bien-être de nos communautés singulièrement le Gouverneur Koina Ag AHMADOU et le Président Boubacar Ould Hammadi. Telles sont les

Environnement : Bamako risque de devenir la capitale mondiale des ordures



La méchanceté, l'égoïsme et l'ingratitude ont été élevés au rang de "commandeur de l'ordre national". Ce sont ces malheureux péchés capitaux comme explicités par Dante Alighieri dans son livre Don Quichotte ont fait que nous sommes en train de subir tous les malheurs du siècle. Souvent ayons le courage de nous dire la vérité. Un digne fils malien, un opérateur économique du nom de Seydou Nantoumé avait commencé de rendre très propre la ville de Bamako quand IBK était arrivé au pouvoir. Le monsieur avait mis plusieurs camions bennes à disposition avec ses propres moyens pour trier et transformer les ordures pour que rien ne se perde, respectant ainsi la loi de Lavoisier. Les vautours, les pessimistes du Mali se sont réunis pour détruire cette initiative patriotique. Ils ont orchestré un plan démoniaque contre leur frère qui se bat pour le développement de son Mali.

Pour le décourager, ils ont posé des conditions impossibles en place pour le faire abandonner le ramassage des ordures. Bamako est devenu la capitale mondiale des ordures, de l'insalubrité. Cela a donné naissance à des maladies mortelles, sans compter les rats, les souris qui envahissent boutiques et magasins, l'empoisonnement de l'air etc.

Le plan diabolique de ces méchants de la République a marché contre le bonheur du peuple. Ils ont fait appel à une société étrangère Ozone pour leur attribuer le juteux marché sur le dos du contribuable. La société embauche des maliens à un prix si dérisoire que ces salariés n'ont aucun courage de travailler comme il faut. C'est par désespoir qu'ils ont accepté de travailler dans des conditions exécrables. C'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Nos anciens travailleurs d'ozone savent très bien de quoi je parle.

Nous y reviendrons.

Source: Cheick Oumar Diongo Sociologue

valeurs qui sont nôtres à Tombouctou.

Que la passion ne l'emporte sur notre désir ardent de bâtir une société juste et équitable.

Nous ne pouvons jamais opérer le changement pour lequel nous nous sommes battus sans bannir de notre quotidien la calomnie et la manipulation. Toutes choses qui ne servent pas Tombouctou encore moins le Mali.

Boubacar Mahamane Maiga Jansky

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Covid-19 : Ecobank Transnational Incorporated (ETI) se sépare de 89 employés



La pandémie Covid-19 serait passée par là. Le groupe panafricain Ecobank Transnational Incorporated (ETI) vient de se séparer de 30 cadres au niveau de la holding à Lomé. En outre, 59 employés de la holding ont été réaffectés au niveau des filiales de leurs pays respectifs pour une éventuelle embauche sous contrat local.

Parmi les partants, figure Laurence Do Rego, emblématique directrice financière du groupe du temps d'Arnold Ekpe, actuelle conseillère principale au cabinet du directeur général du groupe, qui était à quatre ans de sa retraite. Les effectifs du siège social d'ETI à Lomé subissent un important dégraissage, passant de 159 personnes à un peu plus de 70 personnes. La trentaine de personnes qui ont quitté ETI l'on fait pour la plupart à travers la procédure de retraite anticipée.

La mesure suscite bien des commentaires dans le milieu du personnel et des hauts cadres. Quelles sont les motivations de l'opération ? : "Comme vous le savez, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est une société non opérationnelle et une société mère du groupe Ecobank. Un examen du modèle opérationnel d'ETI a été effectué et, sur la base des impératifs de la pandémie actuelle de COVID-19, il a été décidé de procéder à un exercice de réaménagement du personnel pour

assurer un meilleur alignement avec son statut de société holding. Cela s'ajoutait à d'autres initiatives de réduction de coûts", explique la direction en réponse à nos sollicitations.

Du côté du personnel, l'on parle plutôt d'une procédure expéditive de licenciements économiques sans respect de la législation du tra-

vail, comme le lit-on dans des correspondances adressées fin juin aux administrateurs, ainsi qu'au nouveau PCA, Alain Nkontchou, et restées sans réponses. Et d'aucuns parmi le collectif des licenciés de mettre en parallèle leurs situations de "départs forcés et précipités" avec les généreuses distributions de bonus dont ont eu droit le top management de la Banque.

De son côté, la direction de la Banque panafricaine estime que "les mesures prises étaient équitables pour le personnel et conformes aux lois locales du Togo".

Pour le groupe panafricain, la pandémie Covid-19 semble avoir joué un rôle de catalyseur, mettant la lumière sur des ratios d'exploitation élevés. "La revue du modèle opérationnel était nécessaire afin de s'assurer de l'alignement de la holding ETI avec son profil de coûts, ses revenus (essentiellement des dividendes en amont de ses 35 filiales) et son modèle économique de fabrication centralisée et de distribution locale à travers ses filiales", indique la direction de la communication.

A noter que certains régulateurs nationaux ont déjà suspendu le paiement des dividendes par les banques de leur pays. A l'instar d'Ecobank, beaucoup de groupes bancaires songent à tailler dans les effectifs dans les mois à venir si l'activité économique ne reprenait pas.



(Laurence do Rego (Bénin), fait partie des cadres sur le départ.)

Mali : Embuscade meurtrière dans le centre du pays

Au moins 10 soldats maliens ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi dans une embuscade dans la région de Guiré (centre), une zone proche de la frontière mauritanienne où sévissent des groupes jihadistes armés, a-t-on appris de sources sécuritaire et locale.

Le "bilan provisoire actualisé de l'embuscade de Guiré est de 10 morts, dont un sous-lieutenant, des rescapés retrouvés et quatre véhicules brûlés, une ambulance emportée", indique un rapport interne du ministère de la Sécurité consulté par l'AFP.

"Dans la nuit, des coups de feu nous ont empêchés de dormir, on aurait dit des bombes, nos maisons tremblaient", a déclaré à l'AFP un élu de Guiré joint par téléphone. "Ce matin, on a compté 10 morts, dont un sous-lieutenant", a-t-il ajouté.

"Depuis lundi, des hommes à moto circulent dans la zone, ils ont fait des prêches à Dilly, Moroudia et Guiré", des localités situées à entre 50 et 100 km de la Mauritanie, a expliqué un administrateur civil de la région s'exprimant

sous couvert d'anonymat.

"C'est hier (jeudi) qu'ils ont quitté Dilly pour Guiré et c'est en cours de route qu'ils ont organisé cette attaque contre les FAMa (Forces armées maliennes), a-t-il ajouté.

3ème attaque depuis le coup d'Etat

C'est la troisième fois que les forces de sécurité maliennes essuient des pertes aussi lourdes depuis que les militaires ont pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat le 18 août. Quatre soldats maliens avaient été tués et 12 autres blessés le 27 août dans une embuscade imputée aux jihadistes près de Mopti, dans le centre du pays, avant l'intervention de moyens aériens qui ont permis de "neutraliser" une vingtaine d'ennemis, a indiqué l'armée.

Quatre soldats avaient également été tués cinq jours plus tôt par l'explosion d'un engin au passage de leur véhicule, également dans le centre, un des principaux foyers des violences qui ont fait des milliers de morts mili-

itaires et civils depuis 2012 au Mali et qui se sont propagées depuis 2015 au Burkina Faso et au Niger voisins.

Après la démission de Ibrahim Boubacar Keita et son régime, l'armée malienne a commencé à reprendre le contrôle sur les terroristes dans les zones du plateau dogon et du nord du pays. Rien que la semaine dernière, plusieurs dizaines de terroristes tués et beaucoup de motos et d'armements saisis.

Quelle transition ?

Secoué par une crise sécuritaire depuis près d'une décennie, le Mali fait aujourd'hui également face aux incertitudes politiques issues du coup d'Etat militaire du 18 août 2020.

Après un faux départ pour cause de profondes divergences entre la junte et un acteur primordial de la crise, le Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), des "journées de concertations nationales sur la gestion de la transition" auront finalement lieu ces samedi 5 et dimanche 6 septembre à Bamako, sous la présidence du colonel Assimi Goïta, le chef de la junte. Elles serviront à élaborer la "feuille de route" et la charte de la transition, et à déterminer quels en seront les organes.



Intelligentsia malienne et développement du Mali : Les élites maliennes ont déçu



Cette maxime nous a été dite lors d'une rencontre dans un village après des travaux d'encadrement du monde paysan, autour du thé et après le repas "Aw ka école là dôn kèra anw bolo : iyé tchidén tchi, y ma tchidén yé, y ma tchikan mè". Ce qu'on pourrait essayer de traduire de la manière suivante : "le fait de vous avoir mis à l'école, nous a donné ceci, tu as commissionné quelqu'un, tu ne l'as plus revu et en plus tu n'as pas reçu de réponses à ta commission". Ou en d'autre terme : "Nous avons perdu doublement ceux qui sont partis à l'école des blancs : nos fils et ceux qu'ils sont sensés

nous apporter".

Depuis plus de 4 décennies, cette réflexion me taraude dans la tête à chaque fois que je suis face aux problèmes nombreux et complexes de développement de mon pays. Aujourd'hui je voudrais l'analyser et la partager avec le maximum de Maliens et de Maliennes de la nouvelle génération. Il m'est arrivé de la citer dans des rencontres politiques et de cadres, sans susciter de réactions suffisantes autour de cette réflexion majeure du monde paysan et même de l'ensemble du Mali profond. Bien sûr, on est parti à l'école française pour apprendre le français et la civilisation fran-

çaise afin de servir l'intérêt du colonisateur (à travers une politique d'acculturation, d'assimilation ou d'aliénation culturelle pendant plus de 70 ans). Après l'indépendance on est parti dans la même école pour apprendre le français et servir la nouvelle République et avec presque le même contenu. Même si des efforts ont été faits à travers la réforme de 1962 où on a essayé d'adapter l'école aux nouvelles réalités et à l'option de développement du pays, avec pour grande orientation : un enseignement tout à la fois de masse et de qualité ; un enseignement dont le contenu sera basé non seulement sur nos valeurs africaines et spécifiquement maliennes mais aussi sur les valeurs universelles ; un enseignement qui décolonise les esprits ; lier l'école à la vie était un des objectifs de la réforme de 1962 à travers des activités de ruralisation et l'alphabétisation fonctionnelle.

Les auteurs de la réforme de 1962 se sont inspirés de l'expérience des pays socialistes ou d'États anciennement colonisés parmi lesquels : la Guinée, le Maroc, la Tunisie, la Tchécoslovaquie, la Chine populaire, le Viêt-Nam, l'URSS. En Europe de l'ouest leurs références furent : la France, l'Allemagne, la Suisse...

Depuis, nos écoles ont formé des milliers de cadres, de techniciens et d'ouvriers dans tous les domaines et pourtant notre Mali reste toujours en quête de développement après 59 ans de "yèrema horonya" (d'indépendance).

Ainsi ceux qui sont partis à l'école française, ont été envoyés pour acquérir des connaissances des blancs et intégrer ces connaissances à la leur pour devenir des bâtisseurs d'un pays nouveau, prospère et fier. Voilà ce qu'attendaient de nous ces millions de paysans, d'éleveurs et de pêcheurs. Ils espéraient trouver à travers leurs progénitures, des lettrés, des intellectuels et des lumières pour les éclairer et les conduire dans le nouveau monde. Hélas, pour le moment, ils n'ont rien vu et rien reçu de leur placement ; au contraire ils n'ont fait que perdre totalement leurs biens aimés fils et filles.

Pourquoi nos lettrés, que certains appellent des intellectuels, ont-ils failli à leur devoir premier, de se mettre à la disposition de leur peuple pour l'aider à émerger du sous-développement et à

s'épanouir ? Les raisons et les avis divergent.

Certains diront qu'ils ont été formatés depuis l'enfance sur les modes de pensée et sur les modèles occidentaux qu'ils aient étudiés en Afrique ou en Occident. Partant du postulat que l'éducation des populations doit se faire sur la base du contexte africain (histoire, vision du monde, philosophie etc.), ce qui pourra sortir, les enfants du continent de l'ignorance et de l'aliénation, cela permettra d'avoir de véritables intellectuels africains qui seront utiles au devenir du continent. Pour certains, une bonne éducation pourrait à moyen et à long terme conduire au changement de comportement qui entraînerait une prise de conscience de la part de l'élite intellectuelle devant le drame de leurs peuples.

Au Mali, cela a été perçu depuis les premières heures de l'indépendance jusqu'à nos jours avec des tentatives. La réforme de 1962, les expériences d'enseignement dans nos langues nationales (16 langues), initiées à travers le pays dans les années 1980, restèrent timides et sources de nombreuses discordances sinon de rejet de la part de nos intellectuels formatés. La NEF (la Nouvelle Ecole Fondamentale) des années 90-2000, avait pour finalité de : "faire de l'école malienne le lieu d'émergence du citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, profondément ancré dans sa culture et ouvert aux autres cultures, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées au progrès scientifique et à la technologie moderne...". Cette nouvelle réforme de l'éducation de base selon les spécialistes a connu quelques maladroites (mal planifiée et précipitée) ; et n'a pu ainsi donner les résultats escomptés ; une fois de plus.

Pourquoi nos lettrés sont-ils restés à la traîne des autres (Asie, Europe, Amériques...), sont-ils vraiment des intellectuels ? Ou traînent-ils d'autres contingences ?

Certains ont tenté de donner une définition de l'intellectuel : Jean-Paul Sartre définit l'intellectuel comme "quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas". C'est celui à qui, rien de ce qui est humain n'est étranger, qui prend conscience de sa responsabilité individuelle dans une situation donnée et qui, refuse d'être complice, par son silence, des injustices ou des atrocités qui se perpétrent, chez lui-même

ou ailleurs dans le monde.

Selon Cheikh Anta Diop, ce qui fait la valeur de l'intellectuel, c'est sa contribution réelle au progrès des connaissances de son temps. Mosé Chimoun, soutient que l'intellectuel est celui qui décèle, pose les problèmes de sa société et tente d'y apporter des solutions. Il joue le rôle d'éclairer et de gardien de la morale ; on le reconnaît aussi par son intégrité et son sens de dévouement pour le triomphe de la justice dans sa société. François Dossé (Historien français) perçoit le rôle d'un intellectuel de 3 manières : Mettre ses compétences aux services de la cité, de la politique, des citoyens, de la police et sur le plan – Intellectuel spécifique, s'adresser aux citoyens et à leurs préoccupations ; d'aller à la rencontre de cette coupure qui devient dramatique de notre démocratie entre le domaine de l'expertise, les experts et le citoyen (un pouvoir d'expert) ; qui peut les rapprocher alors qu'ils semblent s'éloigner de plus en plus ? C'est justement les intellectuels.

Le 3ème rôle qui est le plus difficile, qui est de retrouver cette posture un peu "Prométhéenne" qui est de rouvrir le futur c'est-à-dire qu'on attend aussi d'eux, d'une certaine manière que par l'idéologie, que par l'utopie concrète, qu'ils rouvrent un horizon d'attente, un horizon d'espérance qui n'existe plus. Or, on le sait bien un individu qui grandit a besoin d'un projet personnel, une société qui grandit a aussi besoin de se projeter dans l'avenir, a besoin d'un projet d'émancipation, c'est de ce projet dont on pâtit aujourd'hui, pas seulement en France, mais à l'échelle internationale et les intellectuels ont un défi qui est à relever. D'une manière générale, les lettrés maliens ont déçu, qu'ils soient cadres politiques ou administratifs, ils ne se sont comportés ni en intellectuels, ni en technocrates en raison de la perte de leur identité ou par manque d'idéologie.

En effet nos élites surtout après les événements du 19 novembre 1968 n'ayant plus d'idéologie et de vision qui les rattachaient à leur peuple, ont commencé à s'identifier de plus en plus aux valeurs et pensées du jour de l'école occidentale ; le libéralisme économique était la seule valeur à mettre en œuvre bien sûr avec la bénédiction de la France, des institutions internationales et de l'occident.

N'ayant plus d'autre repère que de suivre ou de s'opposer à l'équipe dirigeante constituée

de militaires sans vision ni programme de développement pour le pays, les intellectuels maliens, je dirais plutôt les cadres maliens ou les fonctionnaires dans leur majorité n'ont eu pour option que de faire allégeance aux nouveaux maîtres du pays.

Alors commencèrent pour eux des choix difficiles ; soit s'accommoder de la gestion clinique du pays pour avoir de la promotion, soit rester en marge du système et être ignorés. De là a commencé la doctrine des autorités qui nous dirigeaient, à ne faire confiance qu'en leurs seuls hommes supposés fidèles et non à toutes les compétences du pays. Le phénomène s'est aggravé après le 26 mars, les uns et les autres se sont déterminés à prendre une assurance contre les aléas de la vie politique de notre pays. Cette assurance consiste à se prémunir contre des jours futurs durant lesquels on est écarté de sa "place" ou de tout. Elle a conduit, quand on est dans une bonne "place", à rien d'autre qu'à la recherche de biens par tous les moyens, d'où la déviance vers l'enrichissement illicite, le "youroukouyouroukou", la corruption sous toutes ses formes, l'absence de l'amour de la nation.

Ainsi l'homme malien à l'image de ses élites a perdu toute notion de patriotisme, de citoyenneté et d'éthique dans la gestion du bien public. On entend très souvent des parents, amis et collaborateurs dire "Ekélin tè faso djo" (toi seul ne peut construire le Mali), ne t'oublie pas, en un mot pense à toi en volant. On pose souvent la question qu'est-ce qu'il fait dans la vie, ah ! Il fait des affaires, on sous-entend "youroukou-youroukou". Dans un pays où la devise était il y a moins d'une génération "saya kafoussa ny maloyiahé" (plutôt la mort que la honte.)

Que devons-nous faire pour revenir à nos parents orphelins de nous et de notre savoir ?

La démocratie nous offre à nous intellectuels, cadres, élites, techniciens selon le lieu où l'on se trouve, le cadre idéal pour inverser la tendance actuelle en adoptant l'éthique comme la mesure de toute chose ; car, accompagnant le travail, elle est la condition sine qua non de la paix sociale, de l'harmonie nationale, de la solidarité et du développement.

Selon certains anciens penseurs, l'éthique est une manière de conduire son existence, une

“science de la morale” ou un “art de diriger la conduite”. Le juge Kéba Mbaye, Président de la Cour suprême du Sénégal, lors d’une leçon inaugurale à l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar le 14 décembre 2005 sur l’éthique, aujourd’hui, dira : “Qu’à travers le diagramme de l’éthique, soient aussi examinés avec soin, non seulement les sciences et les technologies, mais également les pouvoirs étatiques : exécutif, législatif et judiciaire, l’éducation, la conduite de l’étudiant, le rôle de l’enseignant, la fonction d’administrateur, les activités économiques des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, la politique en général, le combat pour le pouvoir, la gouvernance, les rapports entre les différents membres de la scène politique, les relations entre gouvernants et gouvernés, le comportement de ces derniers, la communication, la famille, le voisinage, le sport, la culture, les relations internationales, les rapports entre pays riches et pays pauvres et d’une façon générale l’ensemble des activités et du comportement des hommes pris individuellement ou collectivement, mais aussi des Etats, c’est à dire de leurs représentants”.

C’est à travers cette vision, cette manière de voir et de se comporter que l’intellectuel malien sera en mesure d’offrir et de rendre à son pays et à ses parents orphelins, ce qu’il leur doit : le bonheur de vivre dignement. Car, actuellement par notre comportement nous offrons à nos contemporains et aux générations futures une société de profiteurs, de voleurs, de corrupteurs et de corrompus, d’indisciplinés, d’insouciant, d’égoïstes, de fraudeurs, de la misère matérielle et intellectuelle. Tout cela parce que l’on est parti à l’école des autres !? Cela seul suffit-il pour expliquer ce désastre ?

La réponse est négative. Car une forte majorité de l’élite intellectuelle malienne a cédé à la facilité et à la paresse intellectuelle, car pour eux, il est plus facile de rester dans leur petit cocon de confort dans les villes, que de penser à ceux qu’ils ont laissé derrière eux dans nos villages et hameaux de culture, de pêche ou d’élevage sans eau, ni électricité. Tout cela parce que notre politique (conduite) manque d’éthique. Or, toute éthique passe par l’éducation du citoyen, c’est-à-dire du peuple. On nous a toujours enseigné que l’éthique transcende la morale et nous invite à nous poser la question : parmi les choix que je peux faire,

quel serait le meilleur dans telles ou telles circonstances, en toute connaissance des règles morales et de la vertu, un choix qui ira dans le respect de soi-même et d’autrui. Il nous a été également dit “quand on ferme la porte à la vertu, on ouvre celle du mal”.

Voilà, ceux qui sont partis à l’école ont refoulé de leur comportement de chaque jour, dans leurs bureaux et dans leurs familles pour laisser un comportement individualiste et égoïste prendre le dessus ; l’arrivisme est devenu la ligne de conduite. Ils ne regardent plus derrière eux afin de ne plus percevoir les parents oubliés dans les différentes contrées du pays. Ces parents qu’ils sont censés conduire vers la lumière du développement et de l’épanouissement, à qui ils devraient apporter le bonheur d’avoir eu des “progénitures instruits”.

Seul l’intellectuel, le vrai peut transcender de tels comportements afin que le “pour soi” ne devienne pas plus important que le “pour tous”. Cela lui permettra de s’éloigner de l’individualisme qui se caractérise par les partages inégaux de richesses, de toutes les richesses, quand il a la destinée du pays, chose qu’il détient toujours parce qu’il est intellectuel soit politique, soit administratif, soit religieux. Il doit montrer toujours l’orientation, la direction à travers sa connaissance du moment et du fait qu’il est une richesse nationale, le détenteur du savoir et du savoir-faire.

Le Mali, notre pays est aujourd’hui à la croisée des chemins ; son avenir se joue aujourd’hui plus qu’aux premières heures de l’indépendance, devant la crise existentielle de notre nation ; aurions-nous la capacité intellectuelle de nous ressaisir individuellement et collectivement pour nous en sortir ?

Seuls les vrais intellectuels qui refusent d’être complices, qui sont intègres aux sens figuré et propre du terme, ceux qui aiment profondément leur pays, qui sont capables de regarder par derrière l’épaule, pourront nous sortir de cette impasse et nous tracer la voie à suivre.

Où sont-ils ? Parmi nous, nous l’espérons ? Et quand est-ce que cette masse critique d’indi-

vidus pourrait se constituer ? Pour nous dire quelle est la place de la famille, du groupe social, de la femme, de la jeunesse et de l’individu et leur rôle dans le futur Mali en fonction de notre vécu (avant colonisation, colonisation et d’aujourd’hui) ; tant ce sont les autres qui nous disent ce que nous devons être.

Seul un comportement éthique permettra à l’élite intellectuelle du pays de se ressaisir. S’il est vrai que la forte majorité de notre peuple se réclame de confession monothéiste (musulmane ou chrétienne), ces érudits nous disent qu’un comportement éthique a pour but de “réveiller les endormis jusqu’à ce qu’ils se rapprochent, grâce à Dieu, du niveau des hommes de talent”. Al Ghazali nous dit également “que l’immortalité des hommes ne doit pas nous pousser à nous mettre au-dessus de la morale et qu’au contraire, en promouvant la normalité de l’éthique, il ne peut qu’en résulter que du bien” pour soi et pour les autres.

Oui il s’agit de se hisser au niveau de ce responsable politique des années 60 qui répondit ainsi à son enfant : “Je ne peux t’inscrire dans cette école privée car j’ai pris part en personne à la décision de la réforme de l’école fondamentale (1962) et si elle est bonne pour les autres enfants du pays, elle le sera pour toi”. Toutes les religions donnent une place importante à la morale et à l’éthique. Pour un musulman, l’éthique fait partie intégrante de sa vie quotidienne et il manque à son devoir envers Dieu et les Hommes s’il ne développe pas un bon comportement dans tous les domaines de sa vie.

Et Dieu le dit dans le coran “Certes, le plus noble d’entre vous, auprès de Dieu, est celui qui a la meilleure conduite”. (V49:S13)

Il nous est également dit par Al Ghazali que l’éthique contient une force démesurée qui amène un peuple à vivre dans les limites de la bienséance, du soutien, de la générosité, de l’attention et de la justice. Ainsi, la faiblesse du caractère moral est un signe de faiblesse de la foi.

Ensemble si nous cultivons en nous, individuellement et collectivement, un comportement éthique qu’elle soit chrétienne, musulmane ou de nos traditions, nous nous sauvons de la misère matérielle et intellectuelle ainsi que nos parents. Ces millions de Maliens se porteront mieux et seront fier de leurs filles et fils qu’ils ont envoyés à travers monts et vallée, fleuves et mers chercher la

connaissance, pas pour eux seuls.

Pour notre pays aujourd'hui, plus que jamais, l'essentiel, c'est de sortir de cette situation de crise multidimensionnelle (sociétale, gouvernance, sécuritaire, économique...) avec dignité, en sauvegardant l'intégrité de notre territoire, l'indépendance de notre pays, les conquêtes démocratiques de notre peuple. Cela ne peut être l'affaire d'un seul homme, ni même l'affaire d'un seul groupe mais de tous ceux qui se disent lettrés ou intellectuels.

Que faire ?

D'abord que chaque citoyen en passant par la société civile, la vraie, partie consciente du peuple et les associations politiques s'organisent et exigent de la classe dirigeante, c'est-à-dire des élites intellectuelles politiques, administratives et religieuses "un comportement éthique" dans la gestion des affaires publiques

du pays. Que les lois et l'ensemble des lois édictées par le pays soient respectées en toutes circonstances. Que l'exemplarité du comportement soit le premier baromètre de jugement et de classement de nos élites et de la personne tout court. Que le mérite soit magnifié et que les fautes soient sévèrement sanctionnées. En mettant en place un système qui ne récompensera désormais que la compétence, le travail et la probité. "Pour ce faire qu'un code éthique et moral soit exigé de chaque association, regroupement et corporation". Car nous croyons à cet adage des plus anciens "lorsque les hommes sont maintenus par la crainte (religieuse ou sociale) ils restent dans la bonne voie ; mais lorsque la crainte est sortie de leur cœur, ils s'égareront de la route".

Que l'école malienne soit revue pas seulement sur le plan académique, mais surtout sur le plan de l'éthique pour la formation du futur

homme malien. Nos religions nous enseignent à travers ces savants que la grandeur d'une civilisation ou d'une nation ne se mesure pas seulement à sa réussite scientifique et technique mais aussi à ses dispositions à améliorer la grandeur d'âme de chaque être humain.

Enfin pour nous tous et pour nos enfants, il s'agira de cultiver l'honnêteté et le courage au travail. Que chacun, au poste où il est, du chef de parti au simple militant, du ministre au planton, du chef d'entreprise au manoeuvre, du chef de famille au plus petit, considère comme reposant sur ses seules épaules, le destin de notre nation.

Racine Ly

Ingénieur Agro-Zootechnicien, Chercheur à la retraite, spécialiste en production fourragère et en alimentation du bétail.



GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Utilisation indue des véhicules de l'Etat : Le CNSP met fin à la bamboula des anciens ministres et ex-députés

Le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) somme les anciens ministres du président déchu et les ex-députés de l'Assemblée Nationale qui gardent encore en leur possession les véhicules de l'Etat à leur rendre, au même titre que les macarons, d'ici ce mardi 08 septembre 2020 à 08 heures à la Direction Générale des Biens de l'Etat ! Avait-on réellement besoin de faire un communiqué pour que ces gens qui prétendent tous servir le Mali et les Maliens consentent à rendre ce qui ne leur appartient pas ?

En effet, le Mali est sans gouvernement depuis plus de trois mois, et l'Assemblée Nationale est dissoute depuis le 18 août dernier, or il se trouve que des anciens ministres et des ex-députés de la 6ème législature, la plus brève de l'histoire du Mali, continuent encore de rouler et de faire la bamboula avec les véhicules

de l'Etat. Ce qui, loin d'être normal, est aussi expressif du degré d'intégrité de ces hommes et femmes qui étaient appelés à travailler pour et à nous représenter.

Comme si Dieu avait décidé de venir en personne en aide au peuple malien en mettant fin au régime IBK, l'attitude de ces hommes et de ces femmes étonne. Et là-dessus, il n'y a pas deux explications : ils voulaient tout simplement s'accaparer de ces véhicules de service ! Comment comprendre qu'un ancien député ou ministre puisse garder par devers lui les véhicules de service mis à sa disposition pour les missions de l'Etat ? L'intention étant claire, cet acte peut-être qualifié de vol et d'atteinte aux biens publics dès lors que ledit ministre n'est plus en mission de l'Etat depuis plus de trois mois !

Et la qualification est valable pour les ex-dé-

putés plus enclins pour les besoins de leur ventre que pour une quelconque volonté de représenter le peuple malien ! La preuve : pour le Mali, ils ont refusé de libérer le plancher, obligeant ainsi le président IBK à dissoudre l'Assemblée Nationale et à se démettre face à la volonté du peuple malien ! Une autre preuve qu'ils sont plutôt préoccupés par les besoins pécuniaires, leur décision de vouloir saisir la CEDEAO afin qu'ils soient remis en selle et pour la reprise de l'action parlementaire à l'hémicycle.

La décision du CNSP de rappeler ces bandits à col blanc à l'ordre et au respect des textes de la République est très appréciée par les Maliens. Pour certains, le colonel Assimi Goita et ses hommes auraient même pris trop de temps pour ce faire. Pour d'autres, le CNSP doit prendre d'autres mesures courageuses s'inscrivant dans la logique de la diminution du train de vie de l'Etat, comme l'allègement du parc automobile du gouvernement, de l'Assemblée Nationale, de la Présidence et des autres institutions de la République...

Sur ce dernier aspect, nous disons tout simplement que tout doit se faire dans la mesure, une administration efficace, c'est aussi l'absence de tout problème de mobilité !

■ Yama DIALLO





Mea-culpa du RPM dans la chute d'IBK : Le prix à payer sera trop lourd !

Le vendredi 4 septembre 2020, le Bureau Politique National du RPM (Rassemblement Pour le Mali), parti de l'ancien Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, a organisé une conférence des cadres du District de Bamako. Ladite conférence avait pour objet de donner des informations aux camarades sur les actions que le RPM a menées avant, pendant et après la démission du Président Ibrahim Boubacar Kéita, et aussi, écouter les doléances de la base à travers les militants. Au peuple RPM, Bocari Tréta a été on ne plus clair : « Assumons notre échec, ce n'est pas l'échec du Président IBK seul » ! Un mea-culpa donc des anciens camarades du Président IBK que Bocari Tréta fera dans la salle avec des larmes aux yeux. L'ancien président IBK a certes sa part de responsabilité dans tout ce qui est arrivé, mais les cadres et militants du parti n'ont pas su eux-aussi pren-

dre leur responsabilité pour réellement jouer le rôle qui était leur dans la gestion du pouvoir. Il y avait non seulement un manque criard de solidarité entre eux-mêmes, mais aussi la répartition du parti en clans (clans au sein du parti, clans dans la famille présidentielle avec une forte influence sur tout).

Il faut dire que le Président IBK aussi n'a rien fait pour redresser la barre, il s'est contenté de jouer sur ces clans pour régler ses comptes avec ses compagnons, ceux-là mêmes avec qui il a traversé le désert avant d'accéder au pouvoir en 2013. La preuve, c'est que de 2013 à sa chute, IBK n'a nommé aucun cadre du parti RPM au poste de Premier ministre. Le seul cadre du RPM nommé, à savoir Abdoulaye Idrissa Maïga, l'avait été par affinité familiale, et non au nom du parti ! IBK a été adoubé dans cela par des militants de 25ème heure, des courtisans et des aventuriers en quête de

poste !

La chance avait été donnée, et à IBK, et aux cadres et responsables RPM de rectifier le tir, lorsque IBK fut réélu en 2018. Mais au lieu de la saisir, ils se sont tous engagés dans la même brèche, qui s'enflamma davantage lorsque IBK commet l'erreur de contourner le choix du parti pour rabattre la carte Moussa Timbiné comme le plus légitime au perchoir de l'Assemblée Nationale. A partir de là, tout est devenu compliqué. Le parti a beau-fait de chercher à contenir les contestations nées de ces clivages et alimentées par le M5-RFP, rien n'y fut... Et arriva alors ce qui devait arriver ! Le Président du RPM, Bocari Tréta avait donc de quoi regretter en pleurant dans la salle l'autre jour ! S'ils avaient joué leur rôle, s'ils s'étaient assumés comme il faut, ils auraient pu amener IBK à jouer franc-jeu avec eux et à leur donner ce auquel ils étaient en droit d'attendre lui. Malheureusement, tous, IBK comme les cadres et responsables RPM, ont voulu joué à la triche, et le résultat est là... Il faut donc passer à la rebelote, tout reprendre à zéro, comme diront certains. C'est aussi cela le prix à payer, et le RPM va chèrement le payer !

■ Yama DIALLO

Présidence de la transition : Attention à l'obsession kaki



Comme s'il était emportés par une débordante vague de crédulité, les Maliens ont parfois l'art de pagayer d'un excès de rivage à un autre. Depuis la rupture constitutionnelle du 18 août 2020, l'excès d'antipathie des leaders politiques version 91 de préférence, a fait place à l'excès d'idolâtrie du militaire Kaki en mode CNSP. Même ceux des leaders politiques version 91 ayant pourtant pris de leurs temps, de leur liberté, de leur intimité familiale parfois bafouée par des visites barbares de barbouzes, sont injustement et de la manière la plus ingrate, voués aux gémonies.

IBK n'a même pas fini de faire ses bagages que ces braves leaders politiques sont traînés dans la boue. Ce n'est pas juste.

Il est vrai que pour la plupart, ils n'ont pas été des modèles de vertu de gouvernance loin s'en faut. Pour autant, n'est-il pas tout aussi vrai que les militaires non plus, n'ont pas légué que de formidables souvenirs de leurs irruptions répétées sur le champ politique au Mali? De la même manière que le Kaki ne vaut pas en soi passeport d'irréprochabilité, le label de 91 ne vaut pas non plus en soi carton rouge d'exclusivisme politique. Les stéréotypes traînent toujours le mignon défaut de faire l'amalgame d'être aveugles sur les particularismes. L'exemplarité dans la gouvernance politique n'est pas forcément de tenue Kaki. L'irréprochabilité politique n'est pas non plus de label 91. Il faut même préciser que la gouvernance politique n'a pas à se vêtir de Kaki, le champ politique ne devant jamais se confondre avec un théâtre d'opération militaire.

Les militaires, c'est pour faire la guerre. Les

politiques, c'est pour faire la politique. A chacun son métier et tout rentrera dans l'ordre.

Pas deux légitimités nationales dans un même pays

Le gros risque encouru par le Mali est de voir le vent d'obsession kaki à l'allure de tornade et qui souffle sur la Transition, emporter tout sur son passage.

Le pire serait que même le M5-RFP ne puisse résister à cette bourrasque. Le M5-RFP qui reste malgré tout le seul et unique père légitime de la Transition en cours.

Il ne paraît pas juste de parler de deux légitimités d'envergure nationale au Mali par l'alliage du M5-RFP et du CNSP. Le CNSP est partie prenante du M5-RFP sans lequel il ne peut se couvrir de légitimité. C'est la légitimité du M5-RFP qui couvre de son acceptabilité la rupture constitutionnelle du 18 août 2020.

Il n'y pas de légitimité de gâchette de canon qui vaille! La légitimité est du peuple ou ne l'est pas.

Attention de...

ATTENTION de sacrifier la Transition annoncée sur l'autel de l'obsession Kaki qui se nourrit du mythe du porteur d'uniforme vecteur de changements et champion de bonne gouvernance et de probité. L'excès du "tout sauf les politiques", ne doit pas se vêtir en kaki de l'excès du "militaire ou rien".

ATTENTION de ne pas créer ou exacerber chez la junte, l'orgueil du sauveur miracle de la République et de la démocratie. Le sauveur n'est

pas en tenue Kaki. Il est en lettres et chiffres M5-RFP.

On le sait tous, aucun militaire n'aurait levé le petit doigt sans le patriotique et courageux travail de résistance farouche du M5-RFP. C'est grâce au M5-RFP y compris dans sa composante politique dite d'anciens leaders de 91 que le régime illégitime de IBK n'existe plus aujourd'hui.

ATTENTION de vouer aux gémonies les leaders politiques du M5-RFP à travers le "tous pourris". Qu'on le veuille ou non, les partis et les leaders politiques étant les "maux" garantes de la santé démocratique, ceux du M5-RFP qui ont ouvertement pris fait et cause pour la soif de changement des Maliens méritent un meilleur traitement. L'anathème du "tous pourris" qu'on leur jette à la figure est non seulement de nature ingrate au regard des prix payés en privation humiliante de liberté et en vie perdues mais aussi suicidaire pour le développement démocratique.

Ne pas pactiser avec les politiciens funambulistes et zélés

Il est inadmissible de jeter les leaders politiques du M5-RFP dans la poubelle où ont été et à juste titre, déposés par l'histoire, tous ces politiciens qui ont joué aux funambulistes indifférents à la souffrance du peuple ou qui ont brillé par leur zèle dans le soutien à l'ancien régime. C'est presque insultant, après leur hibernation pendant les meetings Place de l'indépendance, de les voir sortir subitement du bois, s'agiter comme des cabris, et vouloir jouer aux experts institutionnels du changement.

La junte commettrait l'erreur fatale de pactiser avec ces diables de la politique.

L'autre erreur de sa part, serait de succomber au chant des sirènes du "militaire ou rien", très peu réaliste et simplement fondé sur des idées reçues. Les militaires n'ont pas leur place à la tête de la gouvernance politique d'un Etat en construction démocratique.

Pour l'honneur de l'armée et de la démocratie, la transition politique ne doit pas porter la tenue Kaki.

Dr Brahim Fomba
Enseignant Chercheur
Université des Sciences Juridiques et
Politiques de Bamako

Mali : L'ex-président Keïta a quitté Bamako, ouverture des consultations sur la transition



L'ex-président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a quitté samedi soir Bamako pour des soins aux Emirats arabes unis, plus de deux semaines après son renversement par une junte qui a ouvert le même jour des consultations sur la transition.

M. Keïta dit IBK, "a quitté par vol spécial Bamako cette nuit pour Abou Dhabi pour des soins médicaux, a dit à l'AFP une source aéroportuaire.

La famille de l'ex-président a confirmé, indiquant qu'"il a été autorisé à partir avec deux personnes à Abou Dhabi" à bord d'un avion envoyé par les Emirats. "Nous avons effectivement pour des raisons humanitaires accepté son départ (de Bamako) mais à des conditions", a dit samedi à l'AFP, sans plus de précisions, un responsable de la junte qui a renversé le 18 août le président Keïta.

Le départ du Mali pour des soins à l'étranger de M. Keïta, 75 ans, avait été évoqué peu après sa chute le 18 août. Il s'est précisé en début de semaine à la suite, selon ses médecins, d'un court AVC pour lequel il a été hospitalisé mardi dans une clinique de Bamako qu'il a quittée jeudi. Le pouvoir de M. Keïta a été affaibli par des mois de contestation face à une grave crise sécuritaire, économique et institutionnelle, mais aussi la corruption reprochée à toute la classe politique.

Cette crise sécuritaire persiste. Samedi matin, deux militaires de la force française au Sahel "Barkhane" ont été tués et un grièvement blessé par une bombe artisanale dans la région de Tessalit (nord), selon un communiqué de la présidence française. Au moins dix sol-

dat maliens avaient été tués jeudi dans une embuscade dans le centre du pays, près de la frontière mauritanienne. C'était la troisième fois que l'armée essayait de sévères pertes depuis le putsch.

Concertation sans rebelles Touaregs

Sous la pression de la communauté internationale, et notamment des voisins ouest-africains, la junte qui a renversé M. Keïta a ouvert samedi à Bamako des concertations sur la transition, qui doivent se poursuivre jusqu'au 12 septembre.

"Nous abordons une nouvelle histoire de notre pays. Cette étape cruciale nécessite une profonde réflexion et l'implication de l'ensemble des filles et des fils de la nation", a déclaré à l'ouverture des travaux Malick Diaw, numéro deux du "Comité national pour le salut du peuple" (CNSP) mis en place par les putschistes. Aucun représentant de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'ex-rébellion à dominante touareg, signataire de l'accord de paix de 2015, n'était présent, selon des journalistes de l'AFP. Dans un communiqué, la CMA juge que "les mesures de confiance nécessaires à la construction d'un partenariat pour des responsabilités partagées ne semblent pas d'actualité". La CMA "ne saurait cautionner aucun processus sans concertations participatives et consensuelles", ajoute-t-elle. A Kidal, "les concertations ont été reportées faute de compromis entre le CNSP et la CMA", a dit samedi à l'AFP un responsable administratif. Néanmoins, le président français Emmanuel Macron a appelé samedi dans un communiqué "à la mise en place sans

décal d'une transition politique civile au Mali (...) condition sine qua non d'une lutte efficace contre les terroristes".

"Pas de carte blanche"

La junte a promis une transition vers un pouvoir civil. Mais la forme et la durée de cette transition, deux sujets de friction avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) qui a imposé des sanctions aux nouveaux dirigeants militaires, ne sont pas encore fixées. Pour les militaires, le temps presse: les dirigeants ouest-africains, qui ont réclamé une "transition civile" et des élections sous 12 mois, se réunissent lundi avec le Mali en tête de l'ordre du jour.

Le lancement de la consultation avait subi un sérieux contretemps il y a une semaine. Les militaires l'avaient reportée, en pleine querelle avec un acteur primordial de la crise, le Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Le M5-RFP, ulcéré de ne pas avoir été invité à la première rencontre, figure cette fois explicitement parmi les participants annoncés, avec les partis politiques, les organisations de la société civile, d'anciens groupes rebelles, les syndicats et la presse. Le M5-RFP, qui a canalisé l'exaspération des Maliens contre le président déchu, réclame d'être placé sur un pied d'égalité avec la junte. Il l'avait accusée de chercher à "confisquer" le changement et sa figure tutélaire, l'imam Mahmoud Dicko, a prévenu les militaires qu'ils n'avaient pas "carte blanche". Depuis, et après s'être d'abord surtout entretenu avec les représentants étrangers pour les rassurer mais aussi demander la levée des sanctions de la Cédéao, les militaires ont reçu les représentants du M5-RFP et ceux de partis ou de syndicats. Chacun a exposé sa vision sur la transition. La junte a proposé initialement une durée de trois ans sous la conduite d'un militaire, avant de rabaisser la barre à deux ans. Le M5-RFP a de son côté proposé une transition de 18 à 24 mois, avec des civils aux commandes.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Forum des souverains et leaders traditionnels d'Afrique : Le Mali à l'honneur



Notre compatriote Aliou Coulibaly dit Faladié Papus désigné chancelier du roi d'Afrique dans notre pays. Il a été choisi par Sa Majesté du fait de son attachement à la tradition de ses ancêtres bambara du Royaume de Ségou. C'est officiel depuis le 18 août dernier, notre compatriote, le grand Simbo, Aliou Coulibaly

dit Faladié Papus, vu son attachement aux cultures ancestrales a été désigné chancelier du roi d'Afrique au Mali par le Forum des souverains et leaders traditionnels d'Afrique. La cérémonie de distinction dénommée Etoile d'Afrique a eu lieu le mardi 18 août 2020 au palais royal d'Eburnie d'Abidjan en Côte d'Ivoire, sous la présidence de Sa Majesté

Tchiffi Jean Gervais Zié dit Roi David. Cette cérémonie a enregistré la présence de plusieurs personnalités dont le représentant du Gouvernement ivoirien, ainsi que des ambassadeurs de beaucoup de pays accrédités en Côte d'Ivoire dont celui du Mali.

Nommé par décret N°040/10/6/18 FSLTA/SGP/DC du 18 août 2020 par le Secrétaire général permanent du Forum des souverains et leaders traditionnels du continent, Aliou Coulibaly dit Faladié Papus, chancelier représentant le Forum des souverains et chefs traditionnels au Mali.

Couronné par sa Majesté Tchiffi Jean Gervais Zié, le 263ème roi d'Éthiopie après Hailé Sélassié, le jeune nouveau chancelier à travers cette organisation contribuera non seulement à la revalorisation de nos traditions, mais aussi continuera à aider à la paix et à la réconciliation dans notre pays.

D'après nos sources notre compatriote, Aliou Coulibaly dit Faladié Papus a été choisi par Sa Majesté du fait de son attachement à la tradition de ses ancêtres bambara du Royaume de Ségou. Dans ses activités au quotidien, il magnifie les connaissances ancestrales à travers la divination et l'exploitation des plantes au service des populations.

Toutes ces actions ont été scrutées par Sa Majesté et son équipe durant des années. Après donc des enquêtes minutieuses, ils ont compris que les valeurs que défend Aliou Coulibaly sont en parfaite symbiose avec ce que le Forum recherche.

Dans les jours à venir, le nouveau chancelier entend d'organiser plusieurs cérémonies notamment, la présentation de son titre honorifique aux plus hautes autorités, l'installation de son antenne à Bamako, des séries de rencontres afin d'expliquer sa nouvelle mission à la population particulièrement aux jeunes. C'est pourquoi, il a dédié sa distinction à sa défunte mère, à la jeunesse africaine et à celle du Mali.

Bon vent !

AMTouré

Cameroun : L'appel des enseignants anglophones pour protéger les écoles

Dans un communiqué, la confédération des enseignants anglophones du Cameroun s'alarme une fois de plus des effets dévastateurs du conflit en cours sur l'éducation. Son président lance un double appel au gouvernement et aux séparatistes. Fer de lance de la protestation en 2016, avant que la crise se transforme en conflit armé, les enseignants font, quatre ans plus tard, un constat amer. Les attaques contre les enseignants et les écoliers continuent de se multiplier, en raison du boycott sur l'éducation imposé par les séparatistes. Stephen Afuh, Président de la PEATTU, Syndicat des enseignants de l'Autorité presbyté-

rienne de l'éducation, lance un double appel : au gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des réformes promises et censées permettre un retour à la paix, et aux séparatistes de cesser de prendre l'école en otage. « Les conséquences de la crise sur l'éducation sont inimaginables, souligne Stephen Afuh au micro de Florence Morice, du service Afrique de RFI. Il y a très peu d'écoles qui fonctionnent et surtout dans les villes. Mais quand vous allez à la périphérie, dans les villages, toutes les écoles sont abandonnées et envahies par la végétation et les serpents. Cela va prendre un temps fou de remettre tout ça en état. » « Il y a d'autres moyens sans paralyser



l'école.» « Je lance un appel aux séparatistes pour qu'ils laissent les écoles fonctionner, poursuit le président de la PEATTU. Qu'ils donnent une chance à la paix et qu'ils n'utilisent pas l'éducation dans leur stratégie pour faire entendre au gouvernement leurs revendications. Il y a d'autres moyens sans paralyser l'école. Ils doivent réaliser que les enfants sont innocents et ont besoin d'éducation pour leur propre développement et pour le développement de leur pays lorsqu'ils seront grands. »

Source: RFI

Organisation Mondiale du Commerce : Trois Africains en lice pour le poste de directeur général



L'OMC entame ce lundi le processus de sélection de son nouveau patron, suite à la démission du Brésilien Roberto Azevedo, le 31 août dernier. L'Organisation mondiale du commerce traverse une crise grave en raison de l'hostilité des Etats-Unis qui s'estiment mal traités par le gendarme du commerce mondial. Huit candidats sont en lice, dont trois Africains. Le processus qui démarre devrait permettre d'éliminer plusieurs candidats minoritaires mais le choix du nouveau directeur général pourrait prendre plusieurs mois selon les observateurs, en raison de la querelle commer-

ciale sino-américaine. L'Afrique rappelle qu'elle est la seule région du monde à n'avoir pas encore dirigé l'OMC. Et si elle amoindrit ses chances en partant en ordre dispersé, les trois candidats venus du continent ont cependant l'avantage d'être des poids lourds. A 68 ans, l'Egyptien Abdel Hamid Mamdouh a pour lui une parfaite connaissance de l'organisation, au sein de laquelle il a travaillé 20 ans, avant de rejoindre, il y a deux ans, un cabinet d'avocats suisse. Ngozi Okonjo Iweala est sans conteste celle qui présente le curriculum vitae le plus im-

pressionnant. Ex-directrice général de la Banque mondiale, deux fois ministre des Finances de son pays, la Nigérienne bénéficie du soutien de son compatriote, le milliardaire Ali Dangoté. Agée de 66 ans, elle fait aussi partie des quatre envoyés spéciaux de l'Union africaine pour la relance après la pandémie de la covid 19. Mais sa proximité avec Washington pourrait constituer un handicap, alors que l'OMC est divisée par la querelle américano-chinoise. Dernière candidate africaine, la kényane Amina Mohamed. Ancienne ministre, elle fut aussi ambassadrice du Kenya à l'OMC dont elle a présidé plusieurs organes. A 58 ans, elle brigue pour la deuxième fois le poste de directeur général, et compte de nombreux soutiens parmi les pays membres. Le résultat du processus de désignation n'étant pas attendu avant plusieurs mois, l'OMC optera peut-être en attendant pour une direction intérimaire.

Source: RFI

Blocage de l'élection du président de la FIF : La FIFA institue une commission pour entendre les parties

Football/ 29 000 tickets d'entrée édités pour le match Côte d'Ivoire-Maroc. Quelque 29.000 tickets d'entrée au Stade Houphouët-Boigny ont été édités pour le match Côte d'Ivoire-Maroc du 11 novembre, comptant pour la 6^è et dernière journée des éliminatoires zone Afrique de la Coupe du monde de football, Russie 2018. Photo: siège de la FIF.

La Fédération internationale de football association (FIFA), l'instance internationale du football, a institué une commission dénommée «FIFA-CAF», (Confédération africaine de football), pour entendre plusieurs acteurs du processus électoral devant conduire à l'élection du président de la Fédération ivoirienne de football (FIF) dont le président de la Commission électorale de cette institution René Diby. « Sur le fondement des documents qui nous ont été remis et des informations à notre disposition, par ailleurs, la FIFA et la CAF ont décidé d'instituer une Commission FIFA-CAF chargée d'entendre les parties suivantes individuellement», indique la FIFA dans un courrier

adressé lundi dernier au directeur exécutif de la FIF. Selon le courrier, cette Commission «FIFA-CAF» entendra ainsi le président de la Commission électorale René Djedjemel Diby, le vice-président de la Commission électorale Ernest Kouassi Kaunan, les autres membres de la commission électorale (Mamadou Soumahoro, Lucien Boguinard, Antoine Niamien, Irié Bi Toh, Fulgence Ahobaut Besset, Alexandre Kouadio Kouadio, le président de la FIF Augustin Sidy Diallo, les autres membres du comité d'urgence et le secrétaire général de la FIF Jean-Baptiste Sam Etiassé.

La secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samoura précise par ailleurs, dans le courrier que cette Commission échangera à distance (par visioconférence individuelle avec les personnes suscitées) en raison de la situation sanitaire. Mme Samoura a conclu en invitant le directeur exécutif de la FIF à informer les personnes concernées et faire parvenir à la FIF leurs adresses Email d'ici au jeudi 03 septembre prochain « afin qu'elles puissent être chacune invitée directement à la visioconférence

individuelle prévue ».

Le processus de l'élection du président de la FIF est bloqué depuis le 12 août dernier en raison des divergences entre les membres de la Commission électorale de cette institution sur l'éligibilité des candidats. La semaine dernière, la FIFA s'est opposée à l'idée de la reconstitution de cette Commission électorale de la FIF proposée par le bureau exécutif sortant de cette institution invitant l'institution électorale initiale à poursuivre son travail.

Après cette décision de la FIFA, la Commission électorale de la FIF présidée par son vice-président Ernest Kouassi Kaunan (en l'absence de son président René Diby qui a claqué la porte) a rejeté jeudi dernier, dans une décision, la candidature de l'ex-footballeur international ivoirien Didier Drogba pour l'élection à la présidence de cette institution retenant celles de ses adversaires Sory Diabaté et Idriss Yacine Diallo.

Selon la Commission électorale de la FIF, M. Drogba est inéligible à cette élection parce qu'il « ne remplit pas toutes les conditions d'éligibilité, en l'occurrence, la présentation de sa candidature par au moins huit membres actifs» de la FIF.

Quatre candidats, rappelle-t-on, ont déposé leur dossier de candidature pour l'élection à la présidence de la FIF qui devrait se tenir le 05 septembre. Il s'agit de MM. Idriss Diallo, Sory Diabaté, Didier Drogba et Paul Koffi Kouadio.

LB/lS/APA





Bélier (21 mars - 19 avril)

La routine au travail vous ira très bien. Vous pourrez accomplir des tâches en pensant à autre chose, d'autant plus que des tensions dans votre activité vous useront moralement. Vous devrez vous détacher mentalement d'un stress qui ne sera pas le vôtre.

Le refus d'un prêt ou d'un découvert risquera de faire capoter votre projet. Vous devrez trouver un plan B, mais en cette période estivale, vous ne trouverez pas grand monde pour fixer un rendez-vous financier. Vous ferez tout pour obtenir un délai.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez bien moins la cote qu'hier ! Mars opposé à la Lune vous rend impatient et renforce les mauvais aspects du carré à Uranus. Inutile de vous énerver après les autres, surtout pour une erreur ou un oubli que vous avez vous-même commis.

Inutile de chercher à révolutionner vos finances aujourd'hui, ça ne donnera rien. Le mieux est de faire avec ce que vous avez, les opérations financières nouvelles seront bien trop risquées. Souvenez-vous qu'il vaut toujours mieux tenir que courir...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle orientation professionnelle pourrait vous intéresser. Acceptez toutes les pistes de réflexion que l'on vous présente. Un entretien avec un collègue chevronné peut vous apporter un éclairage appréciable et susciter un déclic dans la carrière.

Le salaire s'envole dans différentes dépenses. Vous réalisez combien votre générosité cause un déséquilibre financier. Vous espérez obtenir un meilleur salaire à l'avenir pour retrouver une aisance matérielle. En attendant, la prudence est de mise.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les discussions que vous aurez achopperont sur des questions d'organisations et de répartitions des rôles. Vous ne vous efforcerez plus de manager les susceptibilités. Vous ne craignez plus de déranger l'ordre établi ni de bousculer les idées.

Il ne sera pas question de flamber votre argent. Placer des euros sans être certain de récolter au moins votre mise vous semblera un pari trop risqué. Et comme vous n'aurez pas l'esprit joueur, tenter votre chance en investissant peu vous ennuiera.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devez ralentir la cadence, car on vous demande de fournir beaucoup de choses en un minimum de temps et cela vous impose des délais de travail trop courts. Du stress est inévitable et il ne favorise guère une bonne productivité professionnelle.

Il est conseillé de ne pas trop craquer devant les articles désirés. Vous pourriez passer la journée à fantasmer et à finalement cesser d'acquiescer plusieurs articles. Vos achats compulsifs commencent à se calmer pour adopter une sagesse nécessaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ne ménagerez pas vos efforts ce mercredi et vous serez capable de traiter un bon nombre de tâches en un temps record. Ce sera l'occasion de rattraper le retard accumulé et même de prendre de l'avance sur un dossier important qui vous a été confié.

L'état de vos comptes ne réclame pas votre attention. Prudent et bon gestionnaire, vous avez parfaitement géré vos finances jusque-là, vous avez une vue nette de votre budget et rien ne va venir perturber cet équilibre. Vous pouvez tranquillement occuper votre temps de d'autres domaines.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez perdre patience et ne pas laisser passer une chance. Une opportunité se présente et vous donne l'occasion de changer de service ou de fonction. Un remplacement soudain et débouchant sur du long terme peut incarner cette chance inattendue.

La prudence est encore conseillée, vous ne pouvez pas vous offrir des loisirs comme bon vous semble, par crainte plutôt que par manque de fonds. La stabilité matérielle est pourtant présente, mais vous avancez avec des craintes de manquer de trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous tirez un bilan positif des actions menées jusqu'ici. Vous occuperez le terrain en maîtrisant votre sujet et en prenant des initiatives efficaces. Vous pariez sur de bonnes relations professionnelles pour transmettre vos idées sans les imposer.

Que vous soyez chez vous ou sur un lieu de villégiature, vous aurez des frais que vous n'aurez pas comptés dans la gestion de votre budget. En voyant le montant qui vous semblera astronomique, vous regretterez votre insouciance financière de la veille.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne tendez pas le bâton pour vous faire battre ! Éloignez-vous des ragots, tournez votre langue sept fois dans votre bouche avant de vous exprimer, car la configuration astrale ne plaide pas en faveur d'une communication positive !

Vos finances sont attaquées par plusieurs dissonances astrales. Il est essentiel que vous gardiez un œil bien ouvert sur vos dépenses. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut vous engager dans une affaire financière. Ne signez rien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Même si tout n'avance pas comme vous le voulez, vous aurez l'endurance et la volonté de ne pas relâcher vos efforts. Cette attitude pourrait s'avérer payante si vous cherchez un emploi. Les recruteurs apprécieront votre détermination et votre engagement.

Ne prenez pas de risques aujourd'hui. La Lune trouble Pluton et pourrait fausser votre jugement. Vous manquez d'intuition et vous lancez dans une opération financière des plus hasardeuses. Avant de foncer, n'hésitez pas à vous faire conseiller par un professionnel de confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des relations intéressantes vous entraînent vers de nouveaux horizons et vous éprouvez le désir de prendre un virage dans l'activité. Il peut s'agir d'un changement de secteur. La routine vous a un peu lassé et un sursaut de renouveau vous accompagne.

Vous aimeriez gagner plus pour vivre avec un confort que vous espérez. Des achats peuvent concerner des produits pour l'habitation. L'envie de refaire votre garde-robe fait partie des dépenses possibles. Vos frais se font au gré de vos souhaits du moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous avez des actions à entreprendre, ce sera le moment. Uranus encouragera vos initiatives en vous mettant sur de nouvelles pistes et en activant votre réseau d'influence. Attention toutefois à ne pas vous mettre en tort vis-à-vis de votre hiérarchie.

Jupiter apportera une bouffée d'oxygène à vos finances par des engagements susceptibles de générer plus de revenus dans l'avenir. Cela prendra du temps, ce sera évident. Une fois vos jalons posés, vous semblerez déterminé à défendre vos intérêts.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

19 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 50%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 septembre 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

